

# Capitalisons l'expérience révolutionnaire

mardi 22 octobre 2024, par [Jean-Michel TOULOUSE](#)

Stathis Kouvélakis dans un de ses ouvrages, déplorait à juste titre l'incapacité des classes exploitées à capitaliser leurs expériences et événements révolutionnaires tout au long de leur histoire.

Force est de constater qu'il avait bien raison et que ce manque persiste encore .

Cette incapacité peut s'observer dans tous les pays et toute l'histoire des peuples. La délibération publique et organisée de la démocratie grecque des Ve et IVe siècles avant notre ère, les harangues sur le comitium romain sous la république, les débats des assemblées villageoises paysannes de la chute de l'empire romain jusqu'aux grandes Jacqueries, les débats des assemblées primaires de 1791 au coup d'Etat de Bonaparte en 1799, les joutes de banquets et les disputes des Ateliers nationaux en 1848, les concertations des Comités et assemblées d'arrondissements sous la Commune de Paris, les débats des Conseils ouvriers du XXe siècle partout ou presque en Europe, les mouvements sociaux depuis 1968 jusqu'aux Gilets Jaunes ... tout cela-et on pourrait dire la meme chose dans tous les pays-a été passé par pertes et profits ! Le meme oubli des avantages acquis par la lutte et des méthodes de combat chèrement testées, le meme oubli de la formation sur le tas, la meme disparition du niveau de politisation « gagné » (comme dirait Rimbaud), la meme disparition de tout le travail associatif de contre-société, caractérisent le diagnostic que l'on peut faire de la situation actuelle. Et ceci sur tous les continents .

Naturellement cette réalité doit etre analysée, et on ne voit pas que cela soucie énormément nos organisations syndicales et politiques . On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement entre ce qui se passe dans les hopitaux psychiatriques pour beaucoup de malades : au lieu de s'armer pour sortir de l'hopital et affronter la vie réelle, ces malades « s'institutionnalisent », c'est à dire s'habituent à leur condition et adoptent consciemment ou inconsciemment les règles et habitus des l'établissements, ce qui les immunise de la volonté meme d'en sortir.

Pour les syndicats, il y a lieu d'analyser les constats de Stéphane Sirot : tous -y compris la direction confédérale de la CGT- ont adopté le langage patronal (On parle de « partenaires sociaux », de « dialogue social », de « négociations salariales », de « création d emplois » par les seules entreprises, de « création de valeur » par le seul capital !). Tous considèrent le système capitaliste comme naturel et éternel, au point que la CGT a supprimé de ses statuts l'abolition du salariat ! Tous adhèrent à la CES (Confédération « européenne » des Syndicats) dont on sait qu'elle n'est que la courroie de transmission de l'UE . Tous s'inscrivent dans la société bourgeoise alors qu'ils devraient la combattre impitoyablement !

Du coté des partis politiques, ce n'est pas mieux : meme le PCF n'a aucune intention de sortir de l'UE et de l'euro, allant jusqu'à croire en un « euro coopératif » et en une « Europe sociale » ...

Tous les partis politiques du RN jusqu'à la « gauche » n'ont qu'une stratégie : accéder au pouvoir sous le capitalisme, et surtout n'en rien changer. Aucun d'entre eux ne propose quoi que ce soit sur « l'entreprise », l'entreprise capitaliste bien sur, considérée comme un modèle a-historique ! Au lieu de dénoncer la société bourgeoise et son idéologie de « l'individualisme méthodologique », ils s'inscrivent dans la course aux places et aux postes, et n'appréhendent la lutte politique que sous la seule forme des « élections » dans le système politique que l'adversaire de classe a exclusivement concocté pour protéger ses intérêts et privilèges et interdire tout changement. On a vu avec quel empressement , meme les prétendus « souverainistes » se sont précipités pour présenter « leur » liste aux dernières « élections européennes », trente-huit listes au total, pas une de moins !

Le vaillant combat des anarcho-syndicalistes , des Pouget-Griffuelhes-Pelloutier auxquels on doit une CGT ouvrière et combative, les Bourses du travail et la conception de la grève avec occupation comme outil de combat, la volonté farouche de créer une contre-société à rebours de toutes les « valeurs » bourgeoises... tous ces conquies ont été oubliés, dissimulés, scotomisés, dénigrés voire sabotés.

Aucun syndicat ni parti n'est capable de comprendre que « l'UE » n'est qu'une machine de guerre contre les classes travailleuses et contre la souveraineté populaire. Aucun n'a compris que c'est l'instrument des multinationales financiarisées pour en finir avec l'Etat social. Tous les anciens leaders syndicaux ou

politiques -de droite et de « gauche » -finissent dans les fourgons de l'UE, de la CES ou autre satellite ou « ONG » contrôlé par le Capital.

Aucun n'a véritablement compris comment le capitalisme néolibéral mondialisé et financiarisé conçoit l'Etat « moderne » : exclusivement non interventionniste, non planificateur, dérégulateur, destructeur des conquêtes sociales et politiques, exclusivement chargé de réprimer les mouvements sociaux et de conditionner idéologiquement les peuples par des mass-médias aux ordres, un Etat « régalién » donc, selon l'euphémisme utilisé par les « élites » bourgeoises . Tous sont prêts à bêtafier devant « le saut fédéral européen ».

Les prétendus « trotskistes »- que Trotsky lui-même démentirait aujourd'hui- ne comprennent pas que le Capital se combat d'abord au niveau national et que cela n'empêche en rien l'internationalisme !

Comment alors mettre fin à cet « éternel recommencement », comme si à chaque conflit le mouvement ouvrier et les travailleurs en général- manuels ou intellectuels- devaient réapprendre la totalité du chemin et aller chercher à chaque fois en bas de la pente le rocher qu'ils ont monté à son sommet avec tant de peines, de sacrifices et d'efforts ?

Il n'y a pas de réponse miraculeuse à cette question. Il n'y en a qu'une, marquée au coin de la douleur, de la volonté, de la détermination, de la constance, de la conséquence : c'est le travail de fond politique, syndical, associatif, idéologique dans les profondeurs du peuple pour déconstruire les pièges conceptuels tendus par la bourgeoisie, le patronat et leur Etat, par toutes leurs « constructions » artificielles mises en place pour tenir en lisière les peuples.

Il s'agit-là d'un travail de moyen et long termes car il inclut non seulement le combat contre l'adversaire direct de classe-la bourgeoisie compradorisée- mais aussi contre ses auxiliaires qui ont réussi à s'emparer de certaines des centrales syndicales et de certains des partis politiques de « gauche » ; chacun les reconnaîtra car ils bloquent le renversement du système établi depuis deux cent trente ans, très exactement depuis le 9 thermidor An II, le 27 juillet 1794 ! Notre pays a connu tous les régimes, mais la bourgeoisie a toujours réussi à se maintenir au pouvoir, que ce soit sous le Directoire, le Consulat, l'Empire, la restauration, la monarchie « constitutionnelle », le fascisme pétainiste ou les quatre dernières « républiques » !

Il est grand temps que le peuple français règle ses comptes sous peine de devoir subir pire que ce qu'il a du subir pendant toute cette période .

Il est grand temps que le « prolétariat » de notre temps (ouvriers, employés, cadres, techniciens, fonctionnaires, petits paysans producteurs, dirigeants de TPE, ingénieurs, chercheurs , artisans et commerçants qui n'ont pas partie liée avec le capital) se donne des organisations dignes des tâches qui l'attendent, et qui soient capables de capitaliser le savoir et l'expérience des luttes et les transforment en tactiques et stratégies de combat !

Il est temps -comme le disait Lénine- que le peuple revêtisse une « chemise propre » et se débarrasse des vieilles peaux corrompues et des collabos de toutes espèces.

Et cette « chemise propre » ne sortira que de ses propres mains !

Jean-Michel Toulouse

17 octobre 2024